

L'« art de la débrouille » dans la Cuba révolutionnaire

Margalida Mulet *

*** Margalida Mulet**

est docteure en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, et membre associé du Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS).

Le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la population cubaine ont durement été affectés tant par les aléas de la conjoncture économique que par ceux de la politique monétaire du gouvernement révolutionnaire.

La maîtrise de l'« art de la débrouille » s'impose désormais comme un élément essentiel de la vie quotidienne. Les comportements individuels s'éloignent ainsi progressivement des règles officielles, les arrangements faisant figure de moindre mal par rapport à une contestation ouverte.

Depuis l'arrivée des révolutionnaires au pouvoir à Cuba en 1959, la main de l'État, visible et omniprésente, s'est substituée à la main invisible du marché chère à l'économiste Adam Smith. Les dirigeants cubains n'ont fait ni plus ni moins qu'appliquer à l'économie des « techniques de guérilla », « volontarisme, conscience, austérité et loyauté », devant l'emporter sur les contingences liées aux « ressources matérielles et humaines »¹.

Durant les périodes de volontarisme, les décisions économiques ont été totalement subordonnées aux priorités politiques – comme l'illustrent l'effervescence idéologique des années 1960 et la « bataille d'idées » intervenue après l'affaire de l'enfant Elián à

la fin des années 1990². *A contrario*, lors des phases d'extrêmes difficultés économiques, des politiques moins dirigistes ont dû être mises en œuvre.

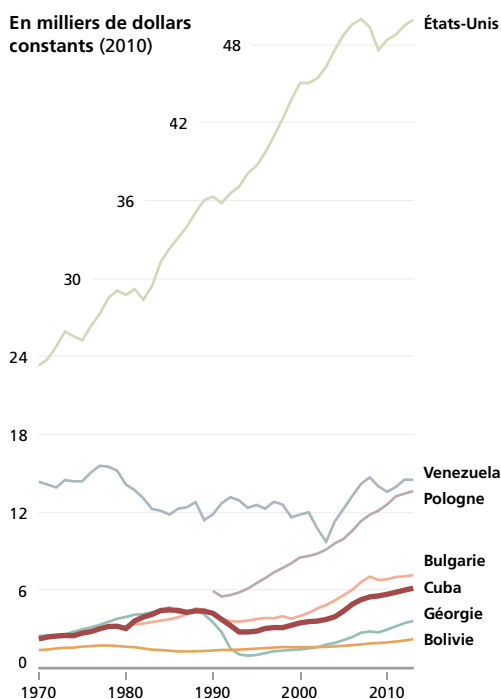
Les grandes crises ont ainsi été à l'origine de réorientations traduisant une certaine libéralisation de l'économie. La disparition de l'URSS en 1991 a donné lieu à l'instauration de la « Période spéciale en temps de paix » (*Periodo especial en tiempos de paz*). La crise économique mondiale des années 2000 a, quant à elle, conduit Raúl Castro à revoir le modèle de gestion économique³.

¹ Carmelo Mesa Lago, *La economía en Cuba socialista. Una evaluación de dos décadas*, The University of México Press, s.l., 1983, p. 22.

² Les mesures suivantes ont alors été adoptées : limitation du travail à son compte, reconsidération de l'investissement étranger et renforcement du contrôle financier, comptable et opérationnel des entreprises publiques.

³ Des terres ont été concédées aux agriculteurs, l'emploi public a été réduit en vue d'améliorer la productivité du travail, les prix de certains services et produits ont cessé d'être encadrés et le travail à son compte a de nouveau été fortement encouragé.

Cuba et le monde : évolution du PIB par habitant (1970-2013)



Source : Banque mondiale, www.banquemondiale.org.

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2017

L'impact social des variations de la politique monétaire cubaine

L'âge d'or du CAEM

En 1972, l'adhésion de Cuba au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)⁴ améliore considérablement les conditions d'approvisionnement du pays. Boîtes de conserve de toutes sortes, voitures, machines, bicyclettes ou téléviseurs, les produits de l'Union soviétique et de ses États satellites envahissent soudain la vie quotidienne des Cubains. L'augmentation de 15 % du cours du sucre permet en outre d'importantes rentrées de devises dans les caisses de

l'État. Cette conjoncture favorable facilite alors l'accès de Cuba à ses premiers crédits souscrits auprès de pays capitalistes, ainsi que l'approvisionnement en pétrole à des prix préférentiels.

Le peso est alors la seule monnaie en circulation et la possession par les citoyens cubains de dollars est un délit puni de plusieurs années de prison. Seuls les diplomates, les techniciens étrangers – originaires pour la plupart de l'URSS et des pays de l'Est –, les dirigeants et les touristes ont accès à la devise américaine. De ce fait, deux économies parallèles coexistent : l'une (à approvisionnement inégal) en pesos, et l'autre (à l'accès restreint) en dollars.

Dans ce contexte apparaît la figure du *bussinero*. Ce terme, répandu à l'époque, désigne les individus qui se livrent au commerce de produits achetés par un intermédiaire, le plus souvent un touriste ou un diplomate, dans un magasin en devises, pour les revendre sur le marché noir à des prix exorbitants.

À cette époque, les conditions de vie sur l'île s'améliorent. Une fois payés l'alimentation, le transport, l'électricité, le téléphone et le logement, chaque ménage conserve un reliquat de 100 à 300 pesos mensuels qu'il dépense en vêtements, en nourriture supplémentaire ou en loisirs⁵. Mais cette période de prospérité est de courte durée.

Période spéciale et paupérisation

En 1991, la disparition de l'Union soviétique entraîne la chute du produit intérieur brut cubain, qui s'effondre de plus d'un tiers entre 1989 et 1993. Les problèmes d'approvisionnement conduisent très vite à un grand mécontentement social, les pénuries touchant désormais toutes les sphères de la vie quotidienne.

Aujourd'hui encore, le souvenir des privations et des mécanismes mis en place pour survivre est extrêmement vivace dans l'île. Beaucoup de Cubains évoquent ainsi les évanouissements de personnes dans la rue, les

⁴ Le CAEM fut créé en 1949 sous l'égide de l'URSS avec comme États membres la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, le Vietnam et Cuba. Il a été dissous en juin 1991.

⁵ Selon Mona Rosendahl, auteur d'une monographie réalisée à la fin des années 1980 à Palamera, qui décrit le mode de vie de quatre ménages cubains. Voir M. Rosendahl, *Inside the Revolution: Everyday Life in Socialist Cuba*, Cornell University Press, s.l., 1997.

Estimation du salaire réel cubain

	Inflation (en %) (a)	Indice des prix (1989 = 1) (b)	Salaire moyen nominal (pesos cubains) (c)	Salaire moyen réel (pesos cubains de 1989) (d)
1989		1,00	188	188
1990	2,6	1,03	187	182
1991	91,5	1,96	185	94
1992	76,0	3,46	182	53
1993	183,0	9,78	182	19
1994	- 8,5	8,95	185	21
1995	- 11,5	7,92	194	24
1996	- 4,9	7,54	202	27
1997	1,9	7,68	206	27
1998	2,9	7,90	207	26
1999	- 2,9	7,67	222	29
2000	- 2,3	7,50	238	32
2001	- 1,4	7,39	252	34
2002	7,3	7,93	261	33
2003	- 3,8	7,63	273	36
2004	2,9	7,85	284	36
2005	4,2	8,18	330	40
2006	5,5	8,63	385	45

(a) Variation en pourcentage annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé par l'ONE.

(b) Élaboration propre à partir des données du marché officiel et du marché parallèle de la CEPAL (1997), tout en maintenant une pondération de 40 % pour le marché officiel et 60 % pour le parallèle (30 % du marché agricole sont à intégrer dans le marché parallèle).

(c) Balance préliminaire de la CEPAL.

(d) ONE. Annuaire statistique de Cuba.

Source : Pavel Vidal, « La inflación y salario real », *Economics Press Service*, n° 5, 2007.

repas consistant en un verre d'eau avec du sucre, les coupures de courant (*apagones*), les graves difficultés des transports publics dues au manque d'essence ou l'omniprésence de bicyclettes chinoises devenues indispensables.

Face à cette situation critique, le gouvernement révolutionnaire décrète la Période spéciale en temps de paix. Une ample restructuration du système économique est lancée pour affronter la nouvelle situation d'isolement international du pays.

Pour la première fois depuis le début de la période révolutionnaire, l'investissement étranger devient possible. L'activité privée est légalisée – la vente de repas dans les maisons

privées (*paladares*), ou la vente de nourriture, de boissons et de glaces dans la rue –, de même que l'activité artisanale privée et les petits ateliers. Appelés désormais *mercados agropecuarios*, les marchés agricoles sont également autorisés. En parallèle, des zones franches et des unités de base de production coopérative (UBPC), auxquelles est transférée l'exploitation des terres, sont créées. Si ces réformes comportent de nombreuses contradictions idéologiques avec les principes révolutionnaires, elles représentent selon le gouvernement un « moindre mal » pour sauver la patrie, la révolution et le socialisme.

Autre mesure destinée à faire face à la crise, la loi n° 140 adoptée en 1993 dépénal-



Pharmacie en pesos cubains



Pharmacie en pesos convertibles

© Joana Salvá / joanasalvaclar@gmail.com

lise la détention de dollars sur tout le territoire cubain. Le bi-monétarisme s'impose rapidement. La dollarisation de l'économie s'accompagne néanmoins d'un coût social élevé, car elle fait croître fortement les inégalités. Seule une petite minorité de Cubains a en effet accès à la monnaie forte. Et tandis que le dollar s'impose dans certains bars, restaurants et magasins d'alimentation, le peso traditionnel continue à être utilisé pour le paiement des salaires.

La conjoncture rend impossible la survie des familles si celles-ci restent confinées au cadre imposé de l'emploi public, des échanges et des compléments sociaux. De nombreux Cubains se trouvent dans la nécessité de développer des stratégies de survie hors des circuits officiels. Dès lors, les phénomènes de « débrouille » se généralisent. Il s'agit tantôt de calculs soigneusement planifiés donnant lieu à des activités rentables, tantôt de solutions improvisées produisant des effets inattendus, les deux pratiques étant le plus souvent combinées.

À la fin de l'année 1994, une nouvelle monnaie nationale, le peso cubain convertible (CUC), est créée. L'objectif à long terme est d'en faire un substitut au dollar américain sur l'île. Sa parité de change est de un dollar américain pour un CUC. Devise non utilisable à l'extérieur du pays, sa valeur est fixée unilatéralement par le Comité de politique monétaire de la Banque centrale. La population n'a pas manqué d'attribuer des significations ironiques au terme « CUC » : par exemple, « *Como unico comemos* », littéralement « Comment unique-

ment on peut manger », allusion au fait qu'il est très difficile de vivre et de manger à Cuba sans le peso convertible, ou « *Cuenta unica del comandante* », « Compte unique du commandant ».

Pendant dix ans, de 1994 à 2004, trois monnaies ont ainsi coexisté sur l'île : le peso cubain (CUP), le dollar américain (USD) et le peso cubain convertible (CUC).

Retour au bi-monétarisme

En mai 2004, le président américain George W. Bush adopte de nouvelles restrictions visant les nombreux Cubains résidant aux États-Unis, avec comme objectif d'étrangler l'économie de l'île. Les transferts d'argent sont notamment limités aux seuls parents, enfants et grands-parents, et la fréquence des voyages à Cuba est limitée à un tous les trois ans. Sont aussi approuvées des mesures destinées à empêcher le dépôt dans les banques internationales des dollars provenant des revenus du tourisme ou de la population cubaine.

En réaction, le 8 novembre 2004, le gouvernement cubain prend une décision au fort pouvoir symbolique : la résolution 80 instaure l'élimination du dollar dans le pays. La note officielle parue le 26 octobre 2004 précise néanmoins que cette décision n'implique pas un retour à la prohibition de la détention de cette monnaie par la population.

Le système économique revient ainsi au bi-monétarisme entre les pesos cubains (CUP) et les pesos convertibles (CUC), avec une valeur d'échange de 24 pesos cubains pour un CUC.



Cafétéria en pesos cubains



Cafétéria d'un centre commercial en pesos convertibles

© Joana Salvá / joanasalvaclar@gmail.com

Inflation et hausse des prix : un pouvoir d'achat en berne

L'inflation et l'augmentation des prix à la consommation depuis la Période spéciale ont provoqué une nette baisse du pouvoir d'achat des travailleurs cubains. Pour mieux comprendre son amplitude, l'économiste cubain Pavel Vidal a réalisé une estimation du salaire réel (voir tableau)⁶.

Le salaire réel a atteint son plus bas niveau en 1993, à 19 pesos par mois en équivalent 1989, soit une diminution de 90 %. Les prix du marché noir ont en revanche augmenté de plus de 150 % en 1991 et de plus de 200 % en 1993. Ainsi, alors que le salaire nominal ne varie pas et s'établit à environ 120-180 pesos par mois, le prix de la paire de chaussures atteint alors les 250 pesos et celui de jeans les 11 500 pesos. La bouteille de shampoing coûte 300 pesos, le morceau de savon 160 pesos, la livre de riz 20 pesos et le poulet 60 pesos⁷.

Dans la période 1995-2000, l'inflation affecte surtout le marché noir, tandis que le marché formel ne connaît pas de grandes variations de prix⁸. À partir de 2001, la restructuration économique décidée par le gouvernement entraîne toutefois une inflation

des prix sur les marchés officiels de 2,9 % et de 4 % en 2005-2006.

Si l'offre effective est devenue ensuite plus stable et plus diversifiée que durant les années 1990, elle n'en demeure pas moins très onéreuse. Le tableau précédent l'illustre : même si le salaire nominal de 2006 représente plus du double de celui de 1989, en termes de salaire réel il lui est plus de quatre fois inférieur. En 2010, le salaire réel équivaut à seulement 27 % du salaire de 1989⁹.

Bien que toutes les statistiques officielles témoignent de la croissance de l'économie cubaine dans les années 2000, on peut donc affirmer qu'en dépit de salaires nominaux plus élevés et d'un produit national brut (PNB) en constante progression, le pouvoir d'achat des salariés cubains demeure durement affecté.

Certaines hausses de prix interviennent dans un contexte où les aides de l'État ont été drastiquement réduites. Il n'existe plus de livret de rationnement (*libreta*) pour les vêtements, les primes et les avantages matériels des travailleurs ont diminué, les quantités octroyées par le rationnement alimentaire sont inférieures, les cantines ouvrières ont presque disparu...

Avec ce décalage entre les salaires et le coût de la vie s'installe un sentiment croissant d'injustice. Plaintes et soupirs de résignation se font entendre dans toute l'île. Les Cubains,

⁶ Pavel Vidal, « La inflación y el salario real », *Economics Press Service*, n° 5, 2007.

⁷ M. Rosendahl, *Inside the Revolution: Everyday Life in Socialist Cuba*, op. cit.

⁸ CEPAL-ONU, *La economía cubana. Reformas estructurales y desempeño en los noventa*, Fondo de Cultura Económica, México D.F., 1997.

⁹ Pavel Vidal Alejandro, « Desafíos monetarios y financieros », in Pavel Vidal Alejandro et Omar Everleny Pérez Villanueva (dir.), *Miradas a la economía cubana. El proceso de actualización*, Editorial Caminos, La Havane, 2012.

qui constatent qu'il est de plus en plus difficile de vivre de leur travail, s'interrogent sur le sens même du travail et sur la légitimité des procédés mis en œuvre pour survivre.

Face à ces difficultés, l'ingéniosité des solutions trouvées par la population est telle qu'elle redessine de fond en comble le système économique et social, et subvertit complètement les circuits officiels qui lui avaient été assignés.

Un aperçu sémantique du vécu quotidien : *resolver, luchar, inventar, cuadrar*

Deux logiques s'entrecroisent et opèrent en complémentarité : celle de l'État qui édicte des mesures et celle de la population qui y résiste en imaginant des solutions pragmatiques.

La liste des moyens de survie de la population cubaine est très longue : vols, détournements des biens publics, tricheries, tromperies, trafics divers, activités sans licences... Certains de ces mécanismes ont été décrits dès la fin des années 1960 dans l'ouvrage collectif consacré à Cuba dirigé par l'anthropologue américain Oscar Lewis¹⁰.

De nombreux termes du langage populaire cubain reflètent ce système généralisé de débrouille – *resolver*¹¹ (« résoudre »), *luchar*¹² (« lutter »), *inventar* (« inventer »), *cuadrar* (s'arranger). Ils servent à remplacer et euphémiser d'autres expressions plus directes, telles que *robar* « voler », *sustraer* « subtiliser » ou *ilegal* « illégal ». Travaux académiques et œuvres littéraires consacrés à la vie quotidienne cubaine

utilisent souvent ces termes difficiles à remplacer ou à paraphraser.

Pour Leonardo Padura, « *resolver* » (résoudre) s'impose comme le mot le plus polysémique des dernières décennies. L'intellectuel et écrivain cubain qualifie ce verbe de « nécessaire pour la vie quotidienne », puisqu'il permet « d'accéder à toutes sortes de choses matérielles ou intangibles » en parcourant des chemins tortueux, avec une capacité « parfois sordide de traverser les frontières de l'impossible et d'arriver à l'obtention de quelque chose par des voies très diverses, qui vont de l'amitié et la chance, jusqu'à la corruption et la force »¹³.

D'autres auteurs, comme le sociologue français Vincent Bloch, font de l'art de la débrouille une forme de « *lucha* » (lutte), en l'interprétant comme un espace normatif où l'on « résout » (*resolver*), l'on « s'en sort » (*desenvolverse*), l'on « s'arrange » (*cuadrar*), l'on « y arrive » (*alcanzar*). Non sans ironie, la population civile fait usage du mot *lucha* « pour désigner la nécessité de se battre pour survivre au quotidien »¹⁴.

Ce pouvoir de la *lucha*¹⁵ a été intégré par les Cubains comme une manière d'être dans le monde, une forme de subjectivité, réussissant à former un sentiment d'identité, d'appartenance à cette « lutte ». Pour le critique et essayiste cubain Rufo Caballero, ce phénomène a été lancé par le discours officiel qui « véhicule, métamorphose et amplifie la propension populaire au dépassement de la difficulté »¹⁶.

Le système dit du rationnement était supposé concrétiser la grande révolution égalitaire pour tout le peuple cubain : assurer à chacun la distribution de sa nourriture, sans passer par le marché. « Le régime le plus juste que le monde ait jamais inventé est celui de la *libreta* » avait

¹⁰ Oscar Lewis, Ruth Lewis et Susan M. Rigdon, *Trois femmes dans la révolution cubaine*, coll. « Témoins », Gallimard, Paris, 1980.

¹¹ Voir la thèse de Margalida Mulet Pascual, *Resolver : un art cubain de la débrouille. La gestion du quotidien des Vazquez, une famille transnationale dans la Cuba des années 2000*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2016.

¹² Sur « *luchar* », un travail très dense d'analyse politique et d'ethnographie a été mené par Vincent Bloch, qui a donné lieu à une thèse intitulée *Le joug de la lucha. L'ancrage socio-historique du régime castriste (de 1959 à nos jours)*.

¹³ Leonardo Padura Fuentes, « Por encima del nivel », *Catauro, Revista cubana de antropología*, n° 14, 2006, p. 150-151.

¹⁴ Vincent Bloch, « Le sens de la lutte », *Revue Communiste*, n° 83/84/85, 2006/2005.

¹⁵ Flora Bisogno, *Vivere nell'informalità: luchar nella cuba post-sovietica*, Università degli Studi di Milano-Bicocca, s.l., 2010.

¹⁶ Rufo Caballero, « Bailarina en la oscuridad. Una teleología de la resistencia en el entorno social y estético del cubano de hoy », *Revista Temas*, n° 28, mars 2012.

proclamé fièrement Fidel Castro¹⁷. Loin de couvrir les besoins alimentaires, le rationnement donne en fait de quoi manger à la majorité des Cubains tout au plus les quinze premiers jours du mois. Trouver de la nourriture pour le reste du mois, tel est le premier problème concret que le peuple cubain doit *resolver*.

Une dichotomie croissante entre les règles et la pratique

Dans la Cuba contemporaine, le retrait ou le contournement font désormais figure de moindre mal par rapport à la contestation ouverte. Apparaît alors une « pyramide sociale inversée », expression populaire cubaine qui traduit la perte du sens de l'éthique révolutionnaire sur fond de croissance des inégalités.

L'argent et les arrangements sont plus importants que la « conduite exemplaire ». L'expression imagée « comment joindre les deux bouts » pourrait se traduire à Cuba par « *cómo resolver para llegar a fin de mes* ». L'imprévisibilité du pouvoir politique et de la vie économique conduit les citoyens à minimiser les incohérences qu'ils subissent et à improviser des solutions. Ce *resolver* par réajustements successifs crée des règles qui, progressivement, éloignent la conduite de la vie quotidienne des normes officielles. De petits services rendus constituent *in fine* des maillages serrés entre individus, des réseaux de connexions simples.

Cet assemblage de comportements et de procédés hétérogènes a rendu possible l'invention de systèmes économiques *sui generis*. Peu performants, souvent contre-productifs, ils persistent depuis des décennies dans la Cuba révolutionnaire. Les tricheries au pesage permettent par exemple au commerçant de subti-

liser quotidiennement de petites quantités de produits alimentaires, qu'il revend par la suite.

La falsification statistique des performances économiques du régime a pu également donner lieu à une comptabilité parallèle dans certaines chaînes de production d'entreprises publiques. Cette pratique, en se généralisant à partir de 1995, a suscité des audits nationaux. Leurs résultats, publiés en 2001 par le Bureau de comptabilité nationale du gouvernement (*Oficina de Contabilidad Nacional*), montrent que seulement 46 % des 300 entreprises auditionnées ont obtenu des qualifications « satisfaisantes » ou « acceptables »¹⁸.

Des dirigeants et cadres de nombreuses entreprises publiques ont aussi été accusés de détournement de fonds et de mauvaise gestion. Les scandales ont touché plusieurs secteurs parmi lesquels les transports (Autopartes et Tramsimport, Cubana de Aviación), le pétrole (Cubapetroleo), les télécommunications (Etecsa) et le commerce (Tecnorex).

L'impossibilité de survivre sans maîtriser l'art de la débrouille a complètement délégitimé les règles de la morale publique. Elle a d'abord décrédibilisé les préceptes de la morale socialiste, dès que sont apparues les premières phases du désenchantement politique. Quand, par la suite, les difficultés quotidiennes ont occupé le devant de la scène, les prêches du gouvernement ont pris un caractère d'incitation à la résignation, trop évident aux yeux de tous pour être pris au sérieux.

Mais la contagion va bien au-delà. La quasi-impossibilité de survivre sans sortir de la légalité a aussi décrédibilisé la notion de responsabilité citoyenne. À Cuba, désormais, seuls les engagements entre proches semblent dignes de respect et mériter d'y attacher son honneur et son sens de la responsabilité collective. ■

¹⁷ Fidel Castro, Clôture de l'acte central du XL anniversaire de l'assaut à la caserne Moncada et « Carlos Manuel de Céspedes », Santiago de Cuba, le 26 juillet 1993.

¹⁸ « Auditoria cubana halla irregularidades en contabilidad estatal », Reuters, juin 2011 (<http://lta.reuters.com/article/domesticNews/idLTASIE7510D920110619>).